



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Services postaux

Le commissaire européen à l'industrie s'est à nouveau prononcé en faveur de la libéralisation comme seul moyen d'assurer l'avenir du secteur postal dans l'Union Européenne. Il a indiqué que des mesures ambitieuses seraient contenues dans les propositions la Commission présentées dès le début de 1999. Pour assurer le *service universel*, il est nécessaire, selon lui, de remplacer les monopoles publics par des "obligations de service public". Comme dans le secteur des télécoms, plusieurs approches seraient possibles pour financer ces obligations. En outre, il ne serait pas permis aux opérateurs du service public d'entrer dans des alliances internationales tant qu'ils seraient protégés par des droits de monopoles sur leurs propres marchés.

### Télécoms

Le BEUC vient de publier une étude dans laquelle il dénonce le fait que **les consommateurs ne bénéficient pas des avantages de la libéralisation**. Non seulement les services sont sensiblement plus chers qu'il y a deux ans, mais les consommateurs de base demeurent impuissants face à ces augmentations.

### Services publics européens

L'idée de créer des services publics européens chemine. Les débats organisés à Lyon (France), les 23 et 24 novembre 1998, par LASAIRE a fait ressortir que le moment était venu de définir concrètement certains services publics européens de demain et, à cet effet, il était nécessaire de mettre en évidence les raisons qui les justifient et les légitiment.

### Fonds structurels

Le **Comité des Régions** a donné un avis sur le projet de réforme des fonds structurels à partir du point de vue local et régional. Dans ses grandes lignes, l'avis va dans le sens des réformes proposées, mais il est demandé à la Commission de ne pas négliger les "détails" qui pourraient avoir un impact important sur certaines régions. Les points essentiels que le Comité critique dans le projet de réforme sont : le manque de transparence du concept de réserve de "performance" ; le caractère incomplet du processus de partenariat entre la Commission, les Etats membres et les régions ; le risque d'étranglement des budgets impliqués par le mécanisme de retrait des fonds non utilisés après deux ans.

### Société européenne (SE)

Le Conseil de Luxembourg avait, en décembre 1997, donné mandat d'aboutir dans le délai d'un an sur le dossier de l'information, consultation et participation des travailleurs au sein d'une SE. La présidence autrichienne n'a pu aboutir à une position commune (l'unanimité est nécessaire). L'Allemagne, qui exerce la présidence de l'Union à partir de janvier 1999, reprendra le dossier. La Confédération européenne des syndicats a déploré cet échec, particulièrement en raison de "la tendance actuelle aux restructurations industrielles et aux fusions en Europe".

### Postal Services

The European Commissioner for Industry has again come out in favour of liberalisation as the sole means for insuring the future of postal services in the European Union. He has indicated that ambitious measures will be included in the propositions presented to the Commission in early 1999. To ensure a universal service, he has stated that it is necessary to replace public monopolies by "public service obligations". Various methods exist to finance such obligations, as in the case of telecoms. Furthermore, public service operators will not be permitted to enter into international alliances as long as they are protected by monopoly rights in their own markets.

### Telecoms

The BEUC has just published a study in which it denounces the fact that **consumers are not benefiting from the advantages of liberalisation**. Not only are services clearly more expensive than they were two years ago, but basic consumers are powerless in the face of price rises.

### European Public Utilities

The idea of creating European public services is moving ahead. The debates organised in Lyon (France), the 23 and 24 November 1998, by LASAIRE, have demonstrated that the time is ripe to define certain European public services concretely, and to this end it is necessary to highlight the reasons justifying and legitimising such services.

### Structural Funds

The **Committee for the Regions** has given its opinion on the reform of structural funds, from a local and regional point of view. Essentially, the opinion supports the reforms put forward, but asks the Commission not to neglect "details" which could have an important impact on certain regions. The main points the Committee has criticised in the reform project are: the lack of transparency of the "performance" reserve concept; the incomplete nature of the partnership process between the Commission, the Member States and the regions; the risk of budgetary strangulation implied by the mechanism of withdrawing funds that have not been used after two years.

### European Companies (Ecs)

In December 1997, the Luxembourg summit provided a mandate for a dossier to be prepared on the information, consultation and participation of workers in a European company, within a year. The Austrian presidency was not able to arrive at a common position (unanimity being necessary) on this matter. Germany, which takes over the presidency of the Union in January 1999, will take up this issue. The European Trade Unions Confederation deplors the failure of reaching an agreement, especially given the "present trends of industrial restructuring and mergers in Europe".

## Emploi

Le commissaire à l'emploi et aux affaires sociales, s'exprimant devant le Comité des régions, a lancé un appel urgent pour que soit instauré un **Manifeste commun pour une action locale en faveur de l'emploi**. L'implication des gouvernements régionaux et locaux est capitale en tant que catalyseur du développement économique et facteur de progrès en matière sociale et d'éducation, estime-t-il. "Il existe aujourd'hui une très grande opportunité de connecter directement les citoyens sur les questions de l'emploi, de créer un intérêt collectif pour le développement local" et atteindre les finalités de la stratégie européenne pour l'emploi.

La Commission européenne a adopté, fin novembre dernier, une communication "**Moderniser les services publics de l'emploi (SPE) pour soutenir la stratégie européenne pour l'emploi**".

Plus de 5000 agences locales de l'emploi utilisent 160 000 collaborateurs dans l'Union Européenne. Sans vouloir imposer de modèle uniforme de SPE, la Commission estime que pour être à la hauteur des objectifs de la stratégie européenne de l'emploi, les SPE devraient toutes avoir un accès substantiel aux offres d'emploi, mettre au point les moyens d'une gestion personnalisées des dossiers, contribuer à la coordination de tous les services publics en mettant l'accent sur la réinsertion des demandeurs d'emploi, développer des partenariats étroits avec tous les autres acteurs concernés. Enfin la Commission insiste pour que les SPE s'impliquent plus activement dans le réseau EURES (European employment services).

## Temps de travail

La Commission européenne a présenté, le 18 novembre 1998, un "paquet législatif" visant à une **harmonisation élargie des conditions de travail dans l'Union Européenne**. En effet, 5,6 millions de travailleurs ne sont pas couverts par la directive de 1993 sur l'aménagement du temps de travail. La Commission propose que les dispositions de ce texte soient étendues aux travailleurs non mobiles des secteurs autrefois exclus (rail, route, mer, navigation intérieure, pêche, offshore, médecins en formation), ainsi qu'à l'ensemble des travailleurs (mobiles, non mobiles) des secteurs ferroviaires et offshore. Les autres travailleurs mobiles (route, air, navigation intérieure et pêche) devraient également obtenir des garanties minimales dans ce cadre.

Le "paquet" est assorti de propositions spécifiques dans les domaines routier et maritime. Pour le secteur routier, la directive intéresserait environ 6,5 millions de travailleurs indépendants ou appartenant à de petites entreprises

Ces propositions sont la suite du dialogue social engagé par la Commission en juillet 1997 autour de la publication de son Livre blanc sur les secteurs et activités exclus de la directive sur le temps de travail.

L'Union internationale des transports routiers (IRU) juge la proposition de la Commission "déséquilibrée et inapplicable" et demande instamment aux décideurs européens de ne pas l'approuver dans sa forme actuelle.

Adressez à "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**" de brèves informations en anglais et français par courrier, fax ou E-mail ([celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr)).

## Employment

Speaking before the Committee for the Regions, the Commissioner for Employment and Social Affairs has launched an urgent appeal that a **Common manifesto for local action favouring employment** be drafted. He considered that the implication for regional and local governments is vital, both as a catalyst of economic development and as a factor for progress in social and educational matters. "There is much opportunity today to connect citizens directly to issues relating to employment and to create a collective interest in favour of local development", as well as to get to the finalities of a European strategy for employment.

At the end of November, the European Commission adopted an communication on "**Modernising public employment services (PESs), in order to support the European strategy of employment**"

There are more than 5000 local employment agencies, with a total staff of 160000 in the European Union. The Commission does not want to impose a uniform model for such PESs. Nevertheless, it feels that to meet the objectives of the European strategy for employment such PESs should: a) have substantial access to new job offers; b) set up means to manage personal files individually; c) contribute to the coordination of all services, stressing the importance of bringing job-seekers back into working life; d) develop close partnerships with all the other actors concerned. Lastly, the Commission insisted that PESs are actively implicated in the EURES (European Employment Services) network.

## Working Time

On the 18 November 1998, the European Commission presented a "legislative package" aiming at a **wider harmonisation of working conditions in the European Union**. Indeed, 5.6 million workers are not covered by the 1993 Directive concerning the organisation of working time. The Commission proposes that the measure of this text are extended to non-mobile workers in sectors that were previously excluded (rail, road, sea, inland waterways, fishing, offshore, doctors in training), as well as all workers (both mobile and non-mobile) in the railway and offshore sectors. Other mobile workers (road, air, inland waterways and fishing) should also obtain minimum guarantees within this framework.

The "package" includes propositions specific to the road and maritime sectors. For the road sector, the Directive relates to about 6.5 million self-employed workers or employees of small companies.

The propositions are the result of a social dialogue undertaken by the Commission in July 1997, on the basis of its White Paper on sectors and activities excluded from the Directive on working time.

The International Road transport Union (IRU) has judged the Commission proposition to be "unbalanced and inapplicable", and has immediately requested that European decision-makers not to approve of it in its present form.

Please send brief information to "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**", in English and French, by courier, fax or E-mail ([celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr)).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.